

# Des exigences plus strictes dans le cadre de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production



ASIE

Le Comité permanent du Congrès national du peuple a publié la nouvelle loi révisée sur la sécurité de la production le 10 juin 2021, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2021 (" **Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production** "). L'objectif principal de cette Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production est d'améliorer le contrôle et la prévention des risques sur le lieu de travail et de renforcer les sanctions en cas de violation des lois sur la sécurité au travail.

Nous résumons ci-dessous les principaux changements apportés par la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production, et notamment les conséquences pour toutes les entreprises ayant des activités de production et d'exploitation sur le territoire chinois.

## **1. PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTÉS À LA NOUVELLE LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA PRODUCTION**

### **1.1 Mise en place du " Système de Responsabilité de tous les employés "**

Pour renforcer encore la responsabilité en matière de sécurité au travail, le «système de responsabilité des principaux responsables» initial (主要负责人责任制) initial a été remplacé par le «système de responsabilité de tous les employés» (全员安全生产责任制). Les personnes responsables dans le cadre du «système de responsabilité de tous les employés» comprennent : (i) le(s) responsable(s) principal (aux), (ii) les autres responsables, (iii) le responsable de la sécurité du travail, et (iv) les employés et travailleurs ordinaires.

#### *(i) Principale(s) personne(s) responsable(s)*

Le principal responsable est la personne chargée d'organiser, de décider et de diriger les activités de production et commerciales de l'entreprise, qui peut être le représentant légal, le président du conseil d'administration, le directeur général, le contrôleur effectif, etc. Les principaux responsables d'une entité doivent assumer la première et entière responsabilité de la sécurité du travail dans l'entité<sup>1</sup>; et ils doivent assumer la responsabilité légale correspondante<sup>2</sup>.

#### *(ii) Autres responsables*

Les autres responsables, comme le directeur de la production et des opérations, le directeur des ventes et le directeur financier sont également responsables de la sécurité du travail dans le cadre de leurs fonctions<sup>3</sup>. Il/elle assume les responsabilités correspondantes<sup>4</sup>.

#### *(iii) Responsable de la sécurité au travail*

La Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production exige que les entreprises de plus de 100 employés d'un producteur ou d'un exploitant mettent en place une organisation ou disposent de personnes à temps plein pour le contrôle de la sécurité de la production; les entreprises de moins de 100 employés doivent avoir au moins un responsable de la sécurité du travail à temps plein ou à temps partiel. Le responsable de la sécurité au travail doit aider le principal responsable à gérer la sécurité au travail. Il doit assumer les responsabilités correspondantes<sup>5</sup>.

1. Article 21 de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production

2. Articles 94 et 95 de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production

3. Article 5 de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production

4. Article 96 de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production

5. Article 96 de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production

(iv) *Employés et travailleurs ordinaires*

Les «employés et travailleurs ordinaires» ne se limitent pas aux travailleurs qui ont conclu un contrat de travail avec l'entreprise et qui effectuent divers travaux (y compris les techniciens, les opérateurs, etc.), mais comprennent également les employés temporaires et les travailleurs détachés. Les employés et travailleurs ordinaires doivent respecter les règles de sécurité au travail, se soumettre à la direction et porter et utiliser correctement les équipements de protection du travail. Dans le cas contraire, ils devront assumer la responsabilité légale correspondante.<sup>6</sup>

## 1.2 Mise en place d'un "système de double prévention"

Pour la première fois, les entreprises exerçant des activités de production et d'exploitation sont tenues de mettre en œuvre un «double système de prévention», qui comprend (i) la gestion et le contrôle gradués des risques liés à la sécurité du travail et (ii) la détection et le traitement des risques cachés.

En ce qui concerne la «gestion et le contrôle gradués des risques pour la sécurité», les entreprises doivent identifier tous les risques possibles pour la sécurité qui peuvent exister dans le processus de production, les équipements et les installations, l'environnement opérationnel, le comportement du personnel, le système de gestion, puis répartir les risques identifiés en quatre niveaux d'exposition au risque : risque très élevé, élevé, moyen et faible.<sup>7</sup>

En ce qui concerne la « détection et le traitement des risques cachés », les entreprises doivent :

- élaborer une liste d'identification et de traitement des dangers cachés, qui précise les éléments, le contenu et la fréquence de l'identification des dangers cachés ;
- formuler et mettre en œuvre des plans de gestion des principaux dangers cachés.
- informer les employés par le biais de réunions du personnel, de panneaux d'information, etc.

## 1.3 Nouvelles réglementations sur la santé des employés

La Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production exige des entreprises qu'elles prêtent attention aux conditions physiques et psychologiques et aux habitudes comportementales de leurs employés, qu'elles leur fournissent un soutien psychologique et un réconfort moral et qu'elles préviennent les accidents causés par un comportement anormal de leurs employés.

## 1.4 Des sanctions plus sévères

Les changements les plus notables se trouvent dans la section relative à la responsabilité légale en cas de violation de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production. Dans l'ensemble, le champ des sanctions possibles a été grandement élargi. Par exemple :

- La Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production a généralement augmenté le montant des amendes pour les violations. Les amendes maximales pour les accidents graves sont passées de 20 millions de RMB à 100 millions de RMB.
- La responsabilité du principal responsable a également été durcie. En cas de violation des obligations de protection dans des circonstances particulièrement graves, il peut se voir infliger une amende pouvant atteindre 100 % de son revenu annuel de l'année précédente.

6. Article 107 de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production

7. <Opinions du bureau du comité de sécurité du travail du Conseil d'État sur la mise en œuvre des directives de travail visant à freiner les accidents majeurs et extraordinairement graves et à construire un double mécanisme de prévention> (Bureau du comité de sécurité du travail [2016] n° 11).

*La Newsletter a pour but de donner un aperçu des développements juridiques récents. Son contenu n'exprime pas un avis juridique et ne saurait se substituer à une consultation juridique.*



- Le Bureau local de gestion des urgences peut désormais choisir d'imposer des sanctions continues sur une base quotidienne, conformément au montant initial de la sanction, dès le lendemain du jour où l'entreprise a reçu l'ordre de rectifier.
- D'autres mesures disciplinaires peuvent être prises, telles que l'augmentation de la fréquence des contrôles de l'application de la loi, la suspension de l'approbation du projet, l'interdiction d'accès aux industries et la publication de la sanction au public.

## **2. CONSÉQUENCES POUR LES ENTREPRISES**

Avec la promulgation de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production, il est recommandé aux entreprises d'adopter les mesures suivantes afin d'atténuer les accidents du travail et les blessures qui en résultent pour les employés:

### **2.1 Organisation interne**

Les entreprises doivent répartir la responsabilité et l'obligation de rendre compte du système de gestion de la sécurité du travail entre le ou les principaux responsables, les autres responsables, le responsable de la sécurité du travail et les employés ordinaires. Lors de l'évaluation des performances d'un employé, les entreprises doivent considérer le respect des règles de sécurité par cet employé comme un indicateur de prime, d'augmentation de salaire ou de promotion.

### **2.2 Gestion des risques**

Les entreprises identifient, évaluent et contrôlent/éliminent les risques avec précision, conservent et rapportent les résultats et réexaminent l'évaluation des risques de manière continue.

### **2.3 Formation des employés**

Les entreprises doivent fournir des instructions claires, toute information nécessaire et une formation régulière à la sécurité au travail pour les employés, et conservent fidèlement la date, le contenu, les participants et les résultats de l'évaluation de la sécurité au travail et de la formation.

### **2.4 Urgence**

Les entreprises doivent élaborer un plan de secours d'urgence (en chinois : 应急预案). Des exercices d'urgence doivent également être réalisés.

### **2.5 Fonds**

Les entreprises doivent souscrire une assurance contre les accidents du travail pour tous leurs employés, conformément à la loi.

## **3. COMMENTAIRES DS**

Avec les sanctions sévères prévues par la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production, les entreprises doivent être plus vigilantes quant à leur système de conformité interne.

DS Avocats a suivi de près l'évolution de la Nouvelle Loi sur la Sécurité de la Production et se concentre depuis plus de trente ans sur les besoins juridiques et de conformité des entreprises étrangères en Chine. Nous pouvons aider les entreprises en Chine à réaliser un audit environnement, santé et sécurité



# NEWSLETTER



Savoir,  
Faire

NEWSLETTER - INFORMATIONS JURIDIQUES



PROPOSÉES PAR LE CABINET DS AVOCATS

rapide afin de se conformer aux nouvelles exigences.



*Pour toute information complémentaire,  
merci de contacter :*

**LIU Yimin**  
Senior Legal Advisor - Shanghai Office  
[liuyimin@dsavocats.com](mailto:liuyimin@dsavocats.com)

**XU Sissi**  
Associate-Shanghai Office  
[XUsissi@dsavocats.com](mailto:XUsissi@dsavocats.com)

*La Newsletter a pour but de donner un aperçu des développements juridiques récents. Son contenu n'exprime pas un avis juridique et ne saurait se substituer à une consultation juridique.*

[www.dsavocats.com](http://www.dsavocats.com)